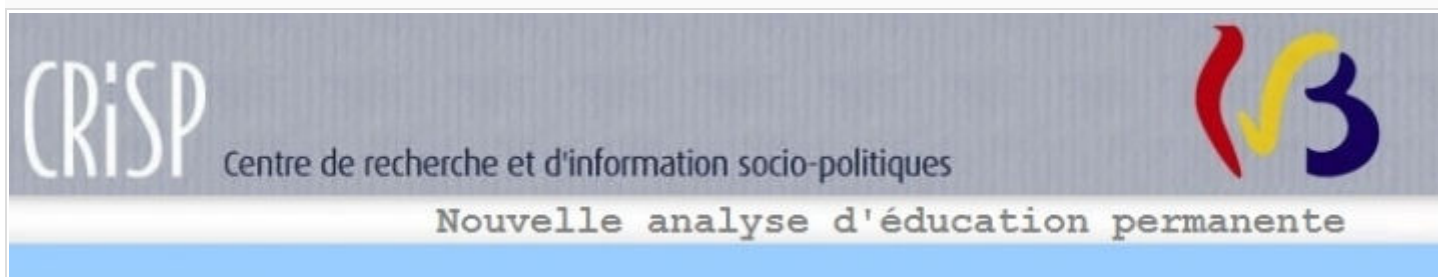


Van: Le CRISP <ne-pas-repondre=crisp.be@mail37.atl31.mcdlv.net> namens Le CRISP
<ne-pas-repondre@crisp.be>
Verzonden: vrijdag 24 juli 2015 17:42
Aan: Nieuwsarchief
Onderwerp: Vers une révision prochaine de la loi relative à la transsexualité ?

24 juillet 2015

Si ce message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#).



Vers une révision prochaine de la loi relative à la transsexualité ?

par Vaïa Demertzis et Jean Faniel

texte paru dans *Les @analyses du CRISP en ligne*, 24 juillet 2015



Le 13 juillet 2015, le sommet de la zone euro a adopté une déclaration formulant les obligations que la Grèce devra respecter afin que soit conclu « un éventuel futur accord sur un nouveau programme » du Mécanisme européen de stabilité. Donald Tusk, le président du Conseil européen, a baptisé ce texte « agreekment », mêlant les termes anglais « accord » et « Grèce ». Cet accord a été ressenti par de nombreux Grecs comme un coup de force et comme une véritable humiliation. Les conditions imposées à la Grèce ont également été largement dénoncées comme allant à l'encontre de la souveraineté nationale de ce pays et, plus largement, de la démocratie. Enfin, de nombreux économistes de premier plan ont réfuté catégoriquement la possibilité que ces mesures permettent à ce pays de sortir de la grave récession économique à laquelle il fait face.

Pour de nombreux mouvements sociaux à travers l'Europe, le bras de fer dans lequel le gouvernement grec s'est engagé avec ses créanciers relève non seulement du domaine économique, mais peut-être plus encore de la lutte symbolique et idéologique contre le néolibéralisme et l'adage qui l'incarne « There is no alternative » (abrégié en TINA).

Or le texte de l'« agreekment » comporte des passages qui paraissent vouloir marteler qu'il n'y a pas d'alternative possible en dehors des principes préconisés par le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. L'approbation par A. Tsípras puis par le

Parlement grec du texte du 13 juillet pourrait par conséquent marquer aux yeux des citoyens qui dénoncent le néolibéralisme l'échec d'une rupture avec celui-ci, entraînant de possibles effets démobilisateurs. Cependant, les conditions dans lesquelles cet accord a été conclu pourraient au contraire attiser la colère d'une partie des citoyens contre les institutions qui l'ont soumis à la Grèce, et plus largement contre l'Union européenne et le projet néolibéral qu'elle incarne à leurs yeux. On peut dès lors se demander quels effets l'« agreekment » va avoir sur les mouvements sociaux qui contestent la validité de « TINA ».

Copyright © 2015 CRISP | Information, Tous droits réservés.

Vous recevez cette lettre d'information car vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion du CRISP.

Notre adresse postale :

CRISP
Place Quetelet 1A
Saint-Josse-ten-Noode 1210
Belgique

[Se désinscrire](#) | [Modifier ses informations](#)

--

This message has been scanned for viruses and dangerous content by [Amsab-ISG](#), and is believed to be clean.

[Click here to report this message as spam.](#)